

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 7 NOVEMBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) Tout peut arriver...
- 2) Les hommes, les femmes ou l'inverse !!
- 3) Le malade n'est qu'un produit??
- 4) Pas contente
- 5) Le gros farceur du siècle
- 6) Un hommage...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Jean-Luc Mélenchon: «La France est dans un état surcritique, tout peut basculer»



« Nous ne voulons pas rester enfermés dans des étiquettes. La première condition pour travailler avec nous, c'est d'abord d'être dans l'opposition », martèle Jean-Luc Mélenchon. © Photo News.

Le troisième homme de la présidentielle dément tout passage à vide. Un mouvement social de masse reste possible, veut-il croire. A condition de fédérer vraiment les forces populaires.

Déprimé, Jean-Luc Mélenchon ? Pas du tout. Il croit toujours que la France est sur un volcan et que le pays pourrait basculer. C'est peu dire que les premiers pas d'Emmanuel Macron ne l'ont pas convaincu. Mais il estime être bien seul pour le combattre. Les syndicats et le PS en prennent pour leur grade. Dans son bureau de l'Assemblée nationale où le trublion siège désormais, le leader de la France insoumise a reçu les correspondants de Lena (Leading european newspaper alliance) à Paris.

« Macron a le point ! », avez-vous concédé il y a quelques jours. Spartacus a mis un genou à terre devant Jupiter ?

Mais non ! J'ai dit qu'il avait le point « pour l'instant ». C'est tout. Dès que la moindre expression sort du canon traditionnel, elle est tout de suite interprétée dans un registre psychologique. J'ai 66 ans, je milite depuis 50 ans, M. Macron n'est pas de taille à m'inspirer une déprime !

Que fallait-il comprendre alors ?

Que l'avalanche sociale qui aurait dû se déclencher après tant d'éléments accumulés ne s'est pas produite et qu'il faut le reconnaître pour changer de tactique de lutte. M. Macron n'a qu'une faible majorité électorale, il a multiplié les provocations et les lois régressives. Mais en face, cela reste l'émiettement.

La mobilisation exceptionnelle que vous aviez annoncée n'a pas pris. Pourquoi ?

Moi, je n'ai rien annoncé de tout ça ! J'ai dit que je voulais qu'il y ait une déferlante. Le 23 septembre (NDLR : jo

ur de la marche de la France insoumise contre le « coup d'Etat social »), j'ai proposé aux syndicats de passer devant puisqu'ils me reprochaient d'occuper leur terrain. Je leur ai proposé une grande marche sous leur direction. Mais il ne s'est rien passé ! Comment se fait-il que nous en soyons là alors que nous devrions être en pleine ébullition sociale ? Il y a eu une faute terrible de stratégie et de tactique contre M. Macron.

C'est la faute des syndicats ?

Leur division est désastreuse. Leur refus du politique encore plus. Je pense que le temps de la séparation entre le mouvement politique et social est terminé. Nous venons de voir sous nos yeux dans quelle impasse cela nous enferme. Le 16 novembre, nous serons à nouveau dans la rue, nous appelons tous nos amis. Mais qu'est-ce qu'on fera après ? Quelle sera la stratégie ? Il y a quelques jours, a été votée la suppression de l'ISF (NDLR : impôt de solidarité sur la fortune). Puis le saccage de la Sécu. Et il n'y a pas eu l'ombre d'une mobilisation ! C'est grave !

En dépit de ces erreurs, n'y a-t-il pas de la part des Français une part de résignation ?

Cela peut se comprendre. L'an dernier, ils se sont déjà pris un coup avec la loi El Kohmri. Et on recommence. Quand les journées d'action sont organisées dans des conditions sans horizon, les gens se disent que cela ne sert à rien de perdre le salaire d'une journée de travail. Il faudrait une démonstration de force, en grand. J'ai parlé d'une manifestation sur les Champs-Élysées pour frapper l'imaginaire. Mais quand on vise les Champs-Élysées, il faut être au moins 500.000 pour les remplir. Si tout le monde se mettait d'accord là-dessus pour décembre, on pourrait y arriver !

Les Français n'ont-ils pas simplement accepté ces réformes ?

Non, je ne crois pas. La société française rejette toujours les potages libéraux. Mais c'est vrai que ces politiques libérales créent leur environnement culturel et psychologique. Elles installent l'idée que chacun est en compétition avec tout le monde et que celui qui échoue, c'est de sa faute. Mais je ne crois pas qu'on en soit là en France. L'esprit insoumis domine. Regardez l'élection législative. Cela a été un moment de grève civique extrêmement puissant. Mais la leçon n'a pas été tirée par les commentateurs. La France reste un volcan.

Mais Emmanuel Macron, par son habileté peut-être, n'est-il pas celui qui a réussi à mobiliser le plus ces Français ?

Stop ! Je ne suis pas commentateur. Je suis acteur de la situation. Je dis que la France est en état d'esprit surcritique. Une avalanche mûrit. La raison pour laquelle cet état surcritique ne débouche pas sur un mouvement de masse est liée aux conditions dans lesquelles est désorganisé le mouvement de masse. De la même manière que nous sommes parvenus à bousculer entièrement le jeu de notre ancien champ politique (celui de la gauche), il est temps de bousculer le reste de l'échiquier pour fédérer les forces populaires.

L'insoumission est-elle une résistance ? L'Assemblée n'a pas beaucoup de pouvoir et vous êtes minoritaire...

Et alors ? Il faudrait se dire que tout est perdu ? Se suicider ? Nous sommes une démocratie et la lutte politique en fait partie, même quand on est minoritaire. Certes le libéralisme évolue spontanément vers une forme autoritaire. Mais nous sommes des républicains. Il y a dans cet hémicycle des gens qui continuent à exprimer l'insoumission. À part nous et les communistes, il n'y a d'ailleurs pas d'autre opposition. La droite (« Les Républicains ») s'est partagée entre la confiance, l'abstention et l'opposition. Le groupe socialiste aussi. Il n'y a pas d'autre opposition cohérente que la nôtre.

Vous ne citez même pas le FN ?

Il n'existe pas ! Ses députés désertent l'hémicycle.

Vous incarnez l'opposition, dites-vous. Voulez-vous aussi être force de proposition ?

Nous le sommes déjà ! La presse privilégie les anecdotes personnelles au lieu de donner à voir le fond. Je déplore qu'elle ne relaie aucune de nos propositions sur la loi de finances par exemple. Nous avons des propositions sur les barèmes d'impôts, sur l'impôt universel. Nous présentons un contre-budget détaillé. Pourquoi ce dédain ?

Mais n'avez-vous pas trop cherché les coups d'éclat au point d'occulter le fond ?

Nous avons fait des propositions, nous avons été présents dans l'Assemblée, dans la rue, dans les luttes. Que faire de plus ? La France est une démocratie, et nous sommes républicains. Il n'est donc pas question de prendre les armes !

« Je l'avais prédit et j'avais raison. Le ravage causé par François Hollande à la gauche historique est inouï. (...) Tout est à reconstruire »

Des sondages montrent que si l'élection avait lieu aujourd'hui, la donne ne changerait pas. Vous êtes perçu comme un opposant, pas comme l'alternative ?

Attendons les élections, si vous voulez bien. Mais admettons que j'accepte ce diagnostic (qui indique aussi que les Français me considèrent comme la première personnalité politique à gauche). « So what ? » Des intérêts de classe s'affrontent. On vient de distribuer dix milliards aux puissants en supprimant l'impôt sur la fortune. Nous, nous représentons le camp de l'écologie, des pauvres et des travailleurs. Certes ce camp a rarement gagné dans l'histoire. Mais quoi qu'il arrive, nous resterons une résistance, une insoumission. Nous ne vendons pas des savonnettes. Nous défendons un point de vue sur l'avenir de notre monde. Advienne que pourra.

Le nouveau clivage, c'est la lutte des classes ?

Nouveau non. Mais rarement aussi clair. Et assumé. Le ministre des Finances Bruno Le Maire dit que l'argent que les capitalistes ne paieront pas en impôts, ils sauront où le placer pour faire des investissements et créer des emplois. Ça, c'est une politique pour laquelle il y a une classe qui joue un rôle bienfaisant spontané : la classe des riches. Mais en échange de ces milliards donnés aux riches, pour maintenir l'équilibre des comptes, on fait des coupes claires dans le budget, donc dans les services publics. C'est cela une politique de classe !

Est-ce que cette majorité de Macron va plus loin que la droite traditionnelle ?

Les politiques favorables aux riches n'ont jamais été menées par les riches eux-mêmes. Les riches se cachent. Ils n'ont pas envie que l'on parle d'eux. Si les politiques libérales étaient menées uniquement sous le drapeau des riches, cela se verrait tout de suite et on les battrait sans peine. Leur dissimulation est habile. Par exemple, quand ils répandent l'idée qu'un pauvre est responsable de sa pauvreté. Culpabiliser les victimes, c'est un grand classique de la pensée réactionnaire. M. Macron le rabâche pour prendre la tête de toute la droite, en créant un nouvel espace de droite. Aujourd'hui, même les gens de droite le disent : M. Macron est le président qu'ils voulaient. Il a désormais capté un large centre droit et condamne « Les Républicains » à dériver vers une droite de plus en plus radicale.

Et vous, vous voulez être à la tête d'un nouveau continent de gauche ?

Qu'est-ce que cela veut encore dire, « la gauche » ? Si c'est ce qui reste du PS et des Verts, honnêtement, on n'a rien à voir avec ça. Nous ne voulons pas rester enfermés dans des étiquettes. La première condition pour travailler avec nous, c'est d'abord d'être dans l'opposition. C'est ça, le seul ticket d'entrée pour discuter avec nous. Mais même cette clarification, le PS n'est pas capable de la faire !

Mais sur le fond des idées ? La gauche existe

encore ?

L'idée socialiste, c'est comme la poésie, elle est immortelle. Mais qu'est-ce qu'il reste de socialiste dans le parti de Hollande ? Rien. C'est pour ça que je l'ai quitté il y a dix ans. Le mandat de M. Hollande a abîmé l'idée elle-même. J'avais dit depuis le début qu'il allait tout détruire. J'avais raison. Le ravage causé par cet homme à la gauche historique est inouï. Et il ne faut pas croire que ces choses-là se réorganisent en un claquement de doigts. Tout est à reconstruire.

lesoir.be

II) Les inégalités salariales font perdre 62 milliards d'euros à l'économie française

Par Public Sénat (sujet vidéo : Fabien Recker)

Selon un rapport de la Fondation Concorde, les différences de salaires entre les femmes et les hommes créent un manque à gagner considérable dans l'économie française et le budget de l'État.

Les inégalités de salaires entre les femmes et les hommes coûtent cher. Très cher. Selon une étude réalisée par la Fondation Concorde, l'écart entre les rémunérations des deux sexes coûterait chaque année 62 milliards d'euros à l'économie française.

En France, l'écart salarial entre les femmes et les hommes atteint 15,8%. Autrement dit, le 3 novembre à 11h44, les Françaises vont commencer à travailler « bénévolement » jusqu'au 31 décembre, selon le collectif Les Glorieuses.

Si les femmes étaient rémunérées au même niveau que leurs homologues masculins, cela créerait une hausse de la consommation de 22 milliards d'euros, et une hausse de 26.000 du nombre de créations d'emplois annuelles, estime la Fondation Concorde.

Un gain considérable pour les finances publiques

Par effet de ricochet, c'est une manne financière conséquente qui pourrait revenir dans les caisses de l'État, avec le bond des prélèvements obligatoires : 169 milliards d'euros supplémentaires de rentrées fiscales sur un quinquennat.

De quoi baisser de 40% l'impôt sur le revenu, de diminuer de trois points la TVA ou encore d'augmenter de 50% le budget d'un ministère comme celui de la Justice, la Défense ou l'Éducation nationale.



III) Patrick Pelloux dénonce la marchandisation des soins

Patrick Pelloux, président de l'Association des Médecins Urgentistes (AMF) de France, ancien chroniqueur à Charlie Hebdo, était présent pour inaugurer le salon santé et bien vivre à Rodez. Retour avec lui sur les dérives du système hospitalier.

Des lits qui ne cessent de diminuer dans les services, des charges de travail supplémentaires dans les hôpitaux : voilà une rengaine que connaissent bien les personnels des hôpitaux de l'Aveyron. Le constat est amplement partagé par Patrick Pelloux : «Les collègues de service de courts séjours nous disent : je n'ai pas de place, je vais passer par les urgences». En France, plus de 21 millions de personnes sont allées aux urgences en 2016, contre 8 millions en 1995. «Que s'est-il passé en vingt ans ?», Patrick Pelloux s'interroge. «On a explosé les compteurs sur la fréquentation», explique-t-il. Sur le nouveau projet de loi de la sécurité sociale, il se montre très critique à l'égard du plan «d'économie» envisagé par la ministre de la Santé, Agnès Buzyn.

Une asphyxie du système de soin

«Les services sont à tel point au taquet, qu'il y a un désenchantement qui n'est pas un laisser-aller sur la qualité des soins, mais les personnels n'y croient plus. Il y a une saturation des services et une banalisation de la qualité des soins», regrette l'écrivain et médecin, auteur de nombreux ouvrages sur les urgences. Pour lui, les agents, démunis face à cette charge n'y croient plus. Ils se laissent ainsi complètement déborder par ce système. «Vous faites votre job et vous vous retrouvez avec de plus en plus de travail donc vous vous dites : je vais faire ce que je peux et ça ne fait même plus scandale», déplore Patrick Pelloux. «À Rodez, le médecin qui s'occupe du circuit court (ndlr. les urgences) est parfois aussi obligé de gérer l'UHCD (l'Unité d'Hospitalisation de Courte Durée) le matin, tant qu'il n'y a pas trop de monde», reprend Franck Becker, délégué de la MUF et médecin urgentiste à l'hôpital de Rodez.

Pour Patrick Pelloux, le problème remonte au mandat de Jacques Chirac, où l'Etat a commencé à placer la santé au deuxième plan au profit d'un «système marchand». «Je vous tiens par l'angoisse de la maladie pour que vous cotisiez à des assurances privées qui font que par la peur de votre maladie vous cotisez, donc il y a un système marchand qui se met en place». C'est là pour lui, le point de départ d'un mal de société dont l'origine provient aussi de la tarification à l'activité (TAA). Une logique perpétrée durant les années Sarkozy et le fameux slogan «travailler plus pour gagner plus» appliqué à l'hôpital. Selon lui, «les médecins ont été complices» de cette tarification à l'activité créée par la loi Bachelot et prolongée par sa successeuse Marisol Touraine.

Et le silence des directeurs d'hôpitaux sur le sujet n'est pas anodin, dont les budgets sont chaque année assurés par les Agences Régionales de Santé qui n'hésitent pas à les sanctionner financièrement. Face à la ministre Agnès Buzyn et à la commission des affaires sociales du sénat jeudi, Patrick Pelloux a fait part de son doute sur

le Groupement Hospitalier de Territoire qui se téléscopent avec la loi Bachelot. «Ça ne peut pas marcher», explique-t-il. «Il ne faudrait pas qu'on nous dise on fait des GHT pour créer plus de concurrence entre les hôpitaux et créer des fermetures de services et de regroupements». «Le système de regroupement libéral a engendré ses propres défiances», regrette le médecin urgentiste. Accédez à 100% des articles locaux à partir d'1€/mois

Il soutient entièrement les hospitaliers de Millau et dénonce aussi la suppression des 47 emplois prévue dans l'établissement. «C'est une erreur énorme. Il faut se poser les vraies questions pour avoir de bons services de soins de proximité». «Les personnels sont déjà en burn-out, ils n'y croient plus, il y a ce désenchantement», a-t-il insisté. Au sujet de la fermeture de la maternité de Decazeville, le ton est très amer : «On a l'impression qu'ils attendaient l'erreur médicale pour dire ça y est on ferme». Pour lui, il faut maintenir un plateau technique dans de petits hôpitaux pour maintenir les soins de proximité. Concernant les fermetures de lits pour opérer les patients en ambulatoire (ndlr. à la journée), il précise que les «gens n'ont pas tous la possibilité de rentrer chez eux». Sur le manque de praticiens, il estime qu'il est d'avance, «organisé par ces conditions de travail» en quelque sorte définies par avance par ce système de santé. «Il faut rendre appétissant un poste de praticiens hospitaliers». À bons entendeurs. Santé et bien vivre : prévenir plutôt que guérir

Le salon dédié à la santé et au bien vivre revient pour la troisième année à la salle des fêtes de Rodez. Près de 2000 visiteurs sont attendus sur ces trois jours durant lesquels ils pourront rencontrer une trentaine d'exposants et discuter avec des nutritionnistes, magnétiseurs, voyagistes, pharmaciens ou même des sophrologues. Ce salon organisé en lien avec l'hôpital de Rodez, supervisé par le Dr Franck Becker, président de France AVC Midi-Pyrénées, vise notamment à sensibiliser aux risques cardiovasculaires, aux AVC, aux accidents coronariens. Patrick Pelloux a inauguré hier le salon par un premier colloque. Les conférences reprennent aujourd'hui dès 10 h 30 avec des débats sur les facteurs de risques cardiovasculaires animés par le Dr Capoulade et sur la retraite sportive mené par le Dr Viguié. «Bien nourrir bien vieillir» sera à suivre à partir de 12 heures. L'apnée du sommeil sera abordée à 14 heures et Présence Verte présentera sa nouvelle téléassistance connectée à 17 heures. Dimanche, à 10 heures, des conférences aborderont le don d'organes à 11 heures, le diabète à 11 h 30, l'étiopathie à 14 heures et la vue des séniors à 15 heures. Des ateliers sur les premiers secours, l'accompagnement des soins palliatifs, les dons d'organes, le diabète, l'autonomie des personnes âgées, seront proposés pendant tout le week-end.

Aurore Cros



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) La violente charge de Carole Delga contre Emmanuel Macron et le gouvernement



Carole Delga, présidente de la Région Occitanie.

Lors de l'ouverture aujourd'hui à Montpellier de la session du conseil régional d'Occitanie, la présidente Carole Delga s'est livrée à une charge violente contre le président Macron et le gouvernement Philippe, les accusant d'un "jacobinisme étriqué", d'un club des puissants" guidé par "des experts de Paris qui n'ont jamais dépassé le périphérique". Elle a dénoncé "l'idéologie du laisser-faire, de la croyance que le marché fait tout, la fumeuse théorie du ruissellement".



Carole Delga@CaroleDelga
Voilà tous les ingrédients réunis d'un jacobinisme étriqué d'un autre siècle pensé par des gens qui n'ont jamais connu le terrain #Occitanie

"Si je suis sûre de notre force et de nos forces, je suis néanmoins inquiète de la volonté de l'Etat de briser notre élan. Vous le savez, les signes envoyés par l'Etat sont négatifs.

Le fameux pacte de confiance promis par le Président de la République en juillet lors de la Conférence nationale des territoires n'est ni un pacte, ni un contrat et altère gravement la confiance. D'abord financièrement : Avec un premier coup de canif : la coupe des 450 M€ correspondant à la compensation partielle de la reprise par les Régions des interventions économiques départementales. Soit 41,3 millions de perte nette pour l'Occitanie en 2018.

En 2018, le total des pertes financières pour la Région Occitanie s'élève donc à près de 50 M€, avec la baisse de la DCRTP (Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle). 50 millions, c'est le prix d'un lycée, le soutien à des centaines de TPE et PME, à des milliers d'agriculteurs, des investissements en moins sur les territoires.

Le troisième coup de boutoir aux Régions est porté par les futurs contrats financiers entre l'Etat et les collectivités. La menace de sanction ou de prélèvement des collectivités qui n'auraient pas respecté le plafonnement des dépenses de fonctionnement à 1,2% L'instauration d'un plafond en matière de capacité de désendettement A quoi assiste-t-on derrière ces mesures financières prises sans aucune concertation ? Je le dis solennellement : à une recentralisation des pouvoirs et la mise sous tutelle des collectivités. Ce gouvernement veut visiblement la fin de la libre administration des collectivités inscrite dans la Constitution, alors même que ces dernières portent 70% de l'investissement public dans ce pays !

Derrière cette politique se cache une véritable idéologie : celle du laisser-faire, de cette croyance que le marché fait tout et organise tout, y compris le développement des territoires. C'est la fumeuse

théorie du ruissellement, nouveau veau d'or du XXie siècle, à laquelle nous sommes tous priés de croire. Une publication du FMI montre qu'une hausse du revenu des 20% les plus riches est associée à un déclin de la croissance du PIB à moyen terme. Une récente étude de Naxitis démontre de la même manière que la prospérité des plus riches dans les pays de l'OCDE est associée uniquement à une pauvreté accrue et à des inégalités plus fortes de revenus, sans aucune amélioration de la situation générale de l'économie (emploi, chômage, pauvreté, inégalités, croissance, progrès technique).

Les six premiers mois de ce gouvernement montrent une volonté clairement affichée de nous transformer en sous-traitants de l'Etat, 35 ans après les premières lois de décentralisation. Ce recul en arrière est dangereux. Cette recentralisation va non seulement à contre-courant de l'Histoire, mais à l'encore des attentes de nos concitoyens et de nos territoires, du besoin et de protection qu'ils expriment chaque jour par le biais de services publics de proximité et de qualité. Derrière des postures de communication, le fameux « Nouveau monde » promis n'est malheureusement qu'un mirage.

C'est l'aménagement du territoire vu depuis le 7e arrondissement de Paris. C'est l'Etat confisqué par les nantis et par quelques experts de Bercy qui n'ont jamais franchi le périphérique. Ce sont des investissements, tels le bio, le logement ou les deux lignes LGV dans notre région, remis en cause car vus par le petit bout de la lorgnette de petits comptables étriqués. C'est surtout le choix des puissants, des plus riches, des plus forts, comme on l'a vu pour la réforme de l'ISF contre celui de la justice sociale, avec la baisse de l'APL, la réforme des contrats aidés ou la saignée sur le logement social. Ajoutons à la suppression de l'ISF (financée par la hausse de la CSG), la mise en place du prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital, et c'est la progressivité du système français d'imposition qui est mise à mal, alors qu'avec ces mesures, un ménage gagnant moins de 27 000 euros par an payera proportionnellement plus d'impôt sur le revenu qu'un milliardaire vendant ses actions.

Voilà tous les ingrédients réunis d'un jacobinisme étriqué d'un autre siècle, pensé par des gens qui n'ont jamais connu le terrain, le terrain c'est-à-dire la vie des « petites gens » qui font la noblesse et la force d'un pays. Oui, la France ne peut être résumée à un club de puissants, qui oublient celles et ceux qui ont besoin de la puissance publique. Celles et ceux dont le seul bien est la République, c'est-à-dire la puissance publique au service : De la liberté de choisir son destin, De l'égalité des droits, De la fraternité avec son prochain ou avec celui qui est différent.

J'ai pu entendre au plus haut sommet de l'Etat, qu'il suffisait de vouloir pour trouver un travail, pour vivre dignement. Cela n'est pas vrai, et lundi à l'installation de l'Ecole Régionale de la 2ème Chance d'Onet-le-Château, j'ai encore pu une fois percevoir l'inégalité des chances que peuvent connaître certains d'entre nous, avec un manque de cadre familial, avec une misère affective doublée d'une misère sociale qui interdit d'accéder aux soins de santé les plus élémentaires et qui interdit même à un enfant de rêver. Un jeune homme a résumé cette 2ème chance : « je me suis autorisé à me donner une nouvelle chance ». Car dans la vie, parfois, la solitude est telle, l'isolement est si fort que l'on n'ose plus rien, que l'on ne croit plus en rien et surtout plus en soi. Alors oui, résolument, absolument la puissance publique doit être présente, en proximité et non en capillarité, pour permettre à chaque citoyen d'être digne, d'avoir son libre arbitre, de croire en soi et

de croire dans l'autre. Bref, d'être un citoyen debout, libre, responsable et confiant. Je veux le dire ici : notre projet régional va à l'encontre de cette politique libérale. Il n'est pas bâti au service de quelques-uns, mais du plus grand nombre. Il constitue une réponse immédiate et concrète à une population qui demande que les politiques publiques soient plus justes socialement et efficaces économiquement. A l'inverse d'une vision autoritaire, parisienne et comptable du territoire français, la Région demande à ce que son rôle soit confirmé « au quotidien ». Les moyens de l'autonomie financière doivent être simplifiés. Nous avons fait des propositions en ce sens. La Région n'a pas besoin d'un Etat tuteur ou censeur, mais d'un Etat partenaire sur le terrain. C'est cette conviction que partage nombre d'élus locaux : oui, ce qui renforce nos territoires renforce la France et réciproquement. Je crois en la République des Territoires, qui renforcera la République Française une et indivisible. Ne comptez pas sur moi pour faire de l'opposition stérile, la posture politicienne ne m'intéresse pas et ne nous grandira pas. Si j'engage un dialogue constructif et déterminé sur la LGV, sur les ressources des régions, c'est parce que je suis convaincue que ces combats sont justes. Pour notre région, pour nos concitoyens, mais aussi pour notre pays. Dans un rapport de négociation, il faut proposer des solutions : c'est ce que je fais chaque jour, afin de parvenir à une collaboration gagnant-gagnant avec l'Etat. Alors oui, l'Etat doit se recentrer sur ses missions régaliennes et la Région se voir pleinement reconnue comme moteur du développement économique harmonieux et partagé des territoires. Comme les autres collectivités locales doivent être reconnues dans leurs compétences propres ».

SERGE BARDY



V) Comment Pierre Gattaz se sucre sur l'argent public

Thomas Lemahieu



Photo AFP

En quelques années, Radiall, l'entreprise dirigée par le patron des patrons, a réduit à néant, ou presque, sa contribution fiscale en France, tout en bénéficiant des crédits et en multipliant les dividendes. De quoi susciter une vraie bronca, loin du faux bras de fer avec le gouvernement.

François Hollande tend la main et le patronat arrache le bras. Les épisodes se suivent et se

ressemblent. À une semaine de la conférence sociale, le Medef rassemble toutes les autres organisations patronales pour exiger, en plus des 35 milliards d’euros de cadeaux sociaux et fiscaux baptisés « pacte de responsabilité », une série de moratoires sur des mesures comme le compte pénibilité qui, selon lui, mettent la « compétitivité » en péril. Hier matin, sur Europe 1, Pierre Gattaz est allé jusqu’à menacer de boycotter le grand rendez-vous annuel entre le gouvernement et les partenaires sociaux, programmé la semaine prochaine. « Il y a une proposition ou un projet de loi antiéconomique tous les quinze jours, avec toujours plus de contrainte, de fiscalité, ce n’est plus possible », se plaint le patron des patrons. Alors qu’à l’Assemblée de plus en plus de députés socialistes rentrent dans la « fronde » contre l’absence de toute contrepartie dans le pacte de responsabilité, cette surenchère patronale commence à susciter l’embarras jusque dans les rangs du gouvernement. « Il faut bien comprendre que nous sommes les seuls à pouvoir créer de l’emploi et de la richesse, se vante encore Pierre Gattaz. L’entreprise va très mal en France depuis des mois, des années. Il faut baisser la charge fiscale et instaurer un climat de confiance. »

L’Humanité lève le voile sur les pratiques comptables du patron du Medef Avec nos révélations issues des rapports comptables officiels d’un groupe français pour le moins emblématique, Radiall, l’embarras pourrait bien s’accroître encore dans la majorité. Car, derrière les envolées rituelles sur « l’enfer fiscal » qu’est la France, selon le Medef, l’Humanité lève un coin du voile sur les pratiques comptables et financières qui permettent de réduire à néant, ou presque, son imposition dans l’Hexagone. À travers le mécanisme d’optimisation fiscale dit des prix de transfert, l’entreprise dirigée par Pierre Gattaz affecte une bonne partie des marges réalisées sur les ventes des connecteurs qu’elle produit dans ses usines françaises pour l’aéronautique ou les télécoms à des filiales à l’étranger. Ce qui, en une poignée d’années, a permis au groupe de réduire de 25 % à 3 % la part de ses impôts payés en France. Dans la comptabilité du groupe, qui a réalisé un bénéfice de près de 25 millions d’euros l’année dernière, la « charge fiscale » en France culmine à 202 000 euros. Et cela, au moment où Radiall bénéficie des largesses fiscales du gouvernement : l’entreprise a touché 876 000 euros de crédit d’impôt compétitivité emploi (CICE), un cadeau accordé aux entreprises sans aucun contrôle, ni aucune contrepartie. Et, dans le même temps, la famille Gattaz qui contrôle le groupe fait valser les dividendes : ils ont presque doublé entre 2010 et 2014 pour s’établir à 2,8 millions d’euros.

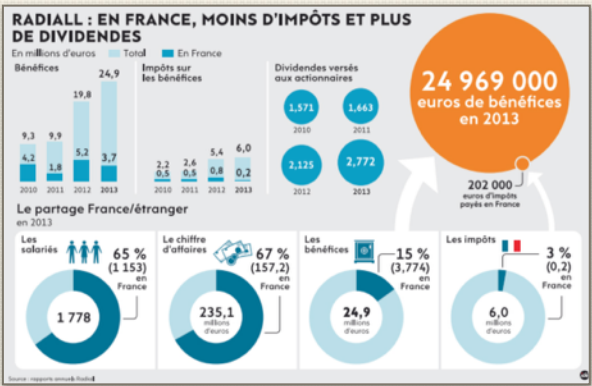
Au printemps dernier, Pierre Gattaz avait soulevé l’indignation en affirmant que les fonds publics issus du pacte de responsabilité pourraient tout à fait finir dans les poches des actionnaires... Là, chacun peut le constater avec nos informations sur sa propre entreprise, il ne se contente plus de le dire, il le fait ! Les masques tombent.

Ce sont quelques lignes, trois à peine sur des milliers, dans le rapport financier annuel 2010 de Radiall. Elles sont signées par Yvon Gattaz, cofondateur, avec son frère, de l’entreprise familiale, ex-dirigeant du CNPF de 1981 à 1986. En tant que président du conseil de surveillance, il fixe, avant de passer la main à son fils, Pierre Gattaz, chez Radiall, mais aussi, en quelque sorte, au Medef, le cap pour les années suivantes. Parmi les « axes » du « plan d’action », le patriarche réclame, en particulier, de « finaliser les nouvelles procédures de comptabilisation des prix de revient industriels et d’évaluation des prix de transfert » et de « mettre en place des procédures homogènes sur les différents sites du groupe ». Ce sont

quelques lignes, trois à peine, qui disparaîtront dans les éditions ultérieures des comptes annuels de Radiall, mais, derrière le langage crypté, la référence directe aux « prix de transfert » explique comment une entreprise emblématique qui emploie les deux tiers de ses effectifs permanents en France et qui y réalise l’essentiel de son chiffre d’affaires peut en quelques années choisir de transférer la majeure partie de la plus-value, et donc de ses profits, à ses filiales dans le monde entier, réduisant ainsi à la portion congrue son taux d’imposition avant de les renvoyer sous forme de dividendes à la maison mère française. Mais ne brûlons pas les étapes! Fondé en 1954, Radiall est, selon une expression chérie dans la famille propriétaire, une entreprise de taille intermédiaire, entre PME et CAC 40, spécialisée dans la connectique pour l’aéronautique et les télécoms. Une espèce rare en France, à la fois bien implantée avec plusieurs sites industriels dans le pays (Château-Renault, Isled’Abeau, Voreppe, Dole) et complètement mondialisée pour ses marchés.

En 2013, le groupe dirigé par Pierre Gattaz emploie 1 153 salariés permanents et 209 intérimaires dans l’Hexagone, contre 625 permanents et 762 précaires dans le reste du monde. Au-delà de l’ouverture d’usines au Mexique ou en Chine, avec « transferts de production », justifiée dans l’un des derniers rapports annuels par « de fortes pressions sur les prix », le groupe dispose surtout de « bureaux de vente » à l’étranger: c’est le cas en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suède, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, au Brésil, en Inde, au Japon et à Hong Kong.

La part des impôts sur les bénéfices payée en France passe de 25 % à 3% Après quelques années difficiles lors de l’éclatement de la crise financière mondiale, Radiall voit son chiffre d’affaires global augmenter de 27 % entre 2010 et 2013, et ses profits explosent pour s’établir l’année dernière juste en dessous de 25 millions d’euros (+ 167 % par rapport à 2010). Pendant ces quatre années, la part du chiffre d’affaires réalisée par les unités françaises de Radiall reste à peu près stable, aux alentours de 70 % du chiffre d’affaires global mais, en revanche, celle des profits imputés à la France dans les profits totaux diminue fortement: selon les présentations comptables de Radiall, la part du résultat opérationnel France passe de 46 % du total en 2010 à 15 % en 2013.



Comment est-ce possible? C’est à ce stade qu’interviennent les prix de transfert, réclamés par Yvon Gattaz lui-même il y a quelques années et manifestement appliqués par son fils depuis lors. Mécanisme d’« optimisation fiscale » extrêmement prisé par les multinationales (lire aussi cicontre), ils permettent à un groupe de fixer le prix des biens ou des services qu’il vend en son sein entre ses différentes filiales implantées dans le monde entier. Tout l’intérêt réside dans la liberté pour l’entreprise de casser les prix en interne et d’affecter l’essentiel de ses marges dans un pays où la fiscalité sera la plus avantageuse.

Dans ses rapports annuels, Radiall souligne, lui-même, l’importance de ces « flux intercompagnies »: la moitié du chiffre d’affaires de Radiall en France provient ainsi des ventes des usines françaises à ses propres filiales de « commercialisation » dans le reste du monde. Or, d’après une experte comptable spécialisée dans l’assistance auprès des comités d’entreprise, consultée par l’Humanité, « dès qu’il y a des ventes intragroupes à l’étranger, c’est bien pour pratiquer les prix de transfert ». Et, une fois les marges affichées sous des cieux fiscaux plus cléments, le groupe peut ensuite faire revenir à la maison mère en France sous la forme de dividendes, non imposables ni soumis au calcul de l’intéressement, les profits réalisés dans ses filiales à l’étranger : par exemple, Radiall America, la filiale implantée dans l’Arizona, aux États-Unis, réalise, en 2013, un résultat net de 6,8 millions d’euros et reverse en dividendes 6,8 millions d’euros à Radiall en France.

« Je me sens d’une sérénité, vous n’imaginez même pas à quel point. » PIERRE GATTAZ, DÉBUT MAI, RÉPONDANT AU SUJET DE SON SALAIRE D’UN MONTANT DE 458 570 EURO.

Avec un tel schéma financier, les conséquences pour le fisc français, et donc la collectivité nationale, de cette stratégie d’« optimisation » mise en oeuvre par Radiall ces dernières années, apparaissent très lourdement. Les chiffres sont particulièrement éloquentes là encore: d’une manière générale, à l’échelle mondiale, le taux d’imposition moyen de Radiall diminue de 31 % à 24 % entre 2010 et 2013. C’est plus frappant encore quand on regarde la part des impôts sur les bénéfices payée en France par Radiall : elle passe de 25 % à 3%. Alors que le chiffre d’affaires et les bénéfices ont beaucoup augmenté, le groupe ne s’est acquitté que de 202000 euros en France, sur 6 millions d’euros d’impôts sur les bénéfices payés au total de par le monde. Une somme assez dérisoire en soi, mais plus encore quand elle est comparée aux dispositifs de crédits d’impôt dont bénéficie pleinement le groupe Radiall en France. L’année dernière, à côté d’un crédit d’impôt recherche de plus d’un million d’euros et d’autres crédits d’impôt ou taxations à taux réduits évalués à 623000 euros, l’entreprise de Pierre Gattaz a touché, pour la première fois, le crédit d’impôt compétitivité emploi (CICE) pour un montant de 876000 euros.

De quoi festoyer pour les actionnaires qui, eux, ne sont pas disséminés sur toute la planète, mais concentrés presque exclusivement autour de la seule famille Gattaz ! Après une grosse opération de rachat d’actions effectuée en 2010, les Gattaz ont encore renforcé leur contrôle: à travers deux holdings familiales, ils détiennent 87 % des actions (contre 73,4 % en 2009). La valse des dividendes complète le tableau. Car, entre 2010 et 2014, les dividendes versés aux actionnaires ont presque doublé pour s’établir à 2,8 millions d’euros et, en tant que telle, la simple augmentation du montant des dividendes payés en 2013 et 2014 (+ 646843 euros) absorbe les trois quarts du CICE versé! De quoi mettre beaucoup de beurre dans les épinards du patron du Medef, qui, après la polémique sur son augmentation salariale, mise en lumière début mai par le Canard enchaîné, se gargarisait, avec ses 458570 euros de salaires fixe et variable chez Radiall, de ne pas dépasser la limite fixée pour les patrons des entreprises publiques! Mais avec le million de titres qu’il détient indirectement, via ses parts dans les holdings familiales, Pierre Gattaz, 341e fortune de France au dernier classement de Challenges, a pu encaisser, au bas mot, 1,5 million d’euros de dividendes... Une paille ! « Je

me sens d’une sérénité, vous n’imaginez même pas à quel point », répondait, début mai, le patron des patrons au sujet de son salaire, réclamant même des « félicitations »: « Je me bats pour maintenir des emplois en France », fanfaronnait-il.

À la veille de la conférence sociale, s’il pouvait se battre pour maintenir ses contributions fiscales en France, et pas simplement les crédits d’impôt et les dividendes, il aiderait, au-delà des parodies de bras de fer, sans doute un peu mieux un gouvernement si bien disposé à son égard.

SELON LE MEDEF, LA FRANCE DEMEURE UN « ENFER FISCAL »

Pour le Medef, la France est un cauchemar pour les entreprises. Pas un point presse, pas un meeting, pas une université d’été sans que, surfant sur la vague des Pigeons, Pierre Gattaz ne dépeigne le pays comme un « enfer fiscal ». Certes, depuis le lancement du pacte de responsabilité, qui va se traduire par un cadeau de 35 milliards d’euros aux entreprises, le président de l’organisation patronale a remisé ses trémolos, mais il laisse Geoffroy Roux de Bézieux, le vice-président du Medef, tirer à boulets rouges contre l’impôt. Récemment, le bras droit, et armé, de Pierre Gattaz a qualifié dans le Figaro la baisse de la fiscalité promise par le gouvernement Valls de « supercherie totale »... Comme l’illustrent nos révélations aujourd’hui, en matière de supercherie fiscale, le patronat en connaît un rayon.

l’Humanité.fr

VI) Natacha Polony livre un bel hommage aux hommes et à leur virilité.

« Ces lignes, messieurs, vous sont donc dédiées. Elles sont un hommage à tout ce que peut être un homme. Elles sont un hommage à la virilité, cette qualité tant décriée, et qui n’est rien d’autre que la confiance qu’un homme peut avoir dans son appartenance à son sexe. Une sorte de certitude rassurante car sereine. Et si rien n’est plus difficile à définir que cette appartenance, que chacun développe à son gré, elle est le miroir dans lequel les femmes se contemplent avec volupté. La virilité est une forme de confiance, de force tranquille ; ce qui signifie que l’époque actuelle, dans sa volonté de criminaliser toute résurgence du patriarcat honni, a rompu le charme et fait des hommes des êtres en doute perpétuel.

Pas question pour autant de regretter le temps où « être un homme » semblait avoir un sens immédiat qu’il n’était même pas nécessaire d’interroger. Car la notion n’était pas moins problématique. Elle relevait, non de la confiance, mais de l’injonction. Considérons l’actuelle remise en cause comme une occasion de dissiper le vieux malentendu : vous n’êtes pas, messieurs, d’affreuses brutes épaisses qu’il faut réprimer ou contrôler. La violence n’est pas une fatalité masculine. Et en vous construisant face aux femmes, vous apprendrez peut-être que votre

votre grandeur est d’investir votre force et votre audace dans la défense et le respect de l’autre, de la femme ; et non dans la peur et le rejet, ou bien au contraire dans l’indifférenciation.

J’ai moi-même choisi, je le confesse, de vivre avec un spécimen en voie de disparition, un de ces authentiques machos que la modernité féministe voue aux gémonies et condamne aux oubliettes de l’histoire. Un être qui ne repasse pas ses chemises, qui paie l’addition au restaurant et propose de m’accompagner dès que je fais un pas dehors, de peur qu’il ne m’arrive quelque chose. Un être qui pique des colères noires et veut toujours avoir raison, et qui fait tout à ma place parce qu’il estime que, par principe, il le fait mieux que moi. Un homme, dans toute son horreur. Un homme, sensuel et râleur, si différent de ce que je peux être et si proche de ce en quoi je crois. Un homme dans le regard duquel je lis que je suis une femme.

Je l’avoue, j’aime l’altérité. J’aime cette différence essentielle qui fait que lui et moi sommes humains sans être semblables. J’aime ces jeux de domination qui nous font nous provoquer et nous affronter, chacun cédant tour à tour devant l’autre, chacun confrontant ce qu’il est à l’inconnu de l’autre. J’aime enfin découvrir à travers notre altérité ce qui nous unit et nous rend l’un à l’autre indispensables. Rien n’est plus destructeur du désir que l’abolition des frontières, le lissage minutieux des aspérités au nom de notre incapacité millénaire à penser la dualité.

Messieurs, ne soyez pas dupes des injonctions contradictoires des femmes. Elles vous parlent d’égalité, de partage des tâches, elles se veulent libres et indépendantes. Et c’est en effet ce dont elles ont besoin. Comme elles ont besoin de cette figure rassurante de l’homme protecteur, autoritaire, assumant ses devoirs et symbolisant la loi ; l’homme qu’on vous a sommés de ne plus être. Ne soyez pas dupes des discours ambiants qui vous intiment l’ordre de vous renier au nom du métissage du féminin et du masculin dont on veut vous faire croire qu’il constitue le stade ultime de l’humanité, comme la seule chance d’abolition des souffrances de tant de femmes. Il n’est sans doute pas de pire ennui pour une femme que de se trouver face à cet homme insipide et morne qui a si bien appris sa leçon de féminisme et demande respectueusement l’autorisation pour tenter quelque trace de séduction , cet homme un peu ridicule qui use de crèmes antirides et d’autobronzant, cet homme pathétique qui n’éprouve pas le besoin de se lever pour une femme enceinte ou d’offrir sa veste à une belle en robe légère. Car quel geste plus beau que cet enveloppement tendre et puissant de celui qui dépose sur des épaules un peu de chaleur et de protection ?

Et j’adresse ces lignes à mon fils, aujourd’hui si petit, à peine sorti du statut de l’ange, comme un message d’amour et d’espoir. Puisse-t-il à son tour être fier d’être un homme. Un homme, c’est-à-dire un être imprégné des valeurs chevaleresques qui ont fondé la civilisation occidentale. Un homme, c’est-à-dire un être jouant à être le plus fort pour mieux servir, pour mieux protéger, car telle est la vraie grandeur (que les femmes devraient également cultiver), celle qui consiste à ne jamais abuser de son pouvoir. Un homme, sûr de ce qu’il veut être et se promenant dans les modèles anciens et les grandes figures. Même s’il garde à l’esprit que tout cela n’est qu’une fiction, et qu’il ne doit pas être prisonnier des codes mais se les approprier, pour mieux parfois les renverser.

Puisse-t-il apprendre à regarder les femmes dans

leur complexité, leurs contradictions et leurs incertitudes. Puisse-t-il les aimer fières et fragiles, pudiques et passionnées, telles qu’elles seraient si notre triste époque ne leur enseignait l’infantile niaiserie qui les empoisonne, et que les bons génies du marketing tentent à tout prix d’inoculer aux hommes. »

Natacha Polony



suaveltos

LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...
La Presse en Revue**